



La lettre du Secrétaire Syndical UNSA Territoriaux de Mitry Mory.



8/11/2015

LA CRIMINALISATION ET LA RÉPRESSION DE L'ACTION SYNDICALE, NOUVEL OUTIL DU PATRONAT ENCOURAGÉ PAR NOS GOUVERNANTS

Aujourd'hui, 5 camarades et syndicalistes de la CGT Énergie se retrouvent au tribunal le 16 novembre à Paris pour avoir refusé la brutalité de la politique patronale de la direction d'ERDF Paris envers une jeune salariée handicapée, témoin d'un accident de travail : afin de ne pas subir les conséquences financières de cet accident de travail, la direction a licencié le témoin !

Et à Air France, ce sont 6 autres salariés qui sont traînés le 2 décembre devant le tribunal, pour s'être opposés à un plan de licenciement brutal de 2900 salariés.

Cette violence patronale est sans limite, décomplexée, et il est de notre devoir de la faire cesser car aujourd'hui, des centaines de militants syndicaux sont en train de la subir !

Tous les travailleurs, chômeurs et retraités les plus précaires voient aujourd'hui leurs revenus et leurs pensions fondre au gré des « réformes » gouvernementales dictées par le patronat, et de la précarité à la pauvreté, il n'y a plus qu'une feuille de papier à cigarette. Si certains craignent le déclassement, la majorité craint de devoir se retrouver dans la rue à la soupe si « populaire », cyniquement subventionnée par des aides d'État.

Le combat est ailleurs : donner les moyens aux travailleurs d'améliorer leur outil de travail, leurs conditions de travail, leur environnement de travail et augmenter les salaires de manière conséquente sans donner des miettes : les travailleurs ne sont pas des chiens ! Le combat n'est pas de veiller à subventionner des formes de précarité et de pauvreté pour se donner bonne conscience.

Ce sont encore les fonctionnaires qui font les frais de cette course aux méthodes brutales issues du capitalisme : la prime au mérite mise en place par un maire de droite est aujourd'hui soutenue par notre Ministre de la Fonction Publique, et celui de l'Économie !

Le départ à la retraite repoussé semblait déjà le sommet des méthodes patronales et gouvernementales de l'époque, aujourd'hui cette mesure ultralibérale est validée et enterrinée par nos gouvernants qui la dénonçaient à l'époque, alors qu'ils défilaient au côté des représentants syndicaux dont l'action est criminalisée aujourd'hui.

La trahison et le cynisme sans borne de cette gouvernance sont devenus insupportables pour les travailleurs, particulièrement les ouvriers et employés, abandonnés, précarisés et trompés.

Le jour de carence demeure toujours une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des fonctionnaires, alors que nos gouvernants devraient au contraire s'obstiner à totalement supprimer cette carence de 3 jours pour les travailleurs du secteur privé !

Aujourd'hui, avec des gouvernants qui vont plus loin que Sarkozy, le mot d'ordre pour mater l'action syndicale est devenu « Travaille plus pour gagner moins et tais-toi ! ». Si certains cols blancs se réjouissent de ce constat, nous ne laisserons pas impunément nos élites tenter de manipuler une partie de l'opinion publique en faisant passer pour « voyous » les syndicalistes qui défendent les travailleurs les plus précaires. **Les voyous, nous savons aujourd'hui les reconnaître à leur cynisme et leurs trahisons !**

Le militantisme syndical est devenu un grain de sable dans les rouages de la machine de la Finance, si chère à notre ministre de l'Économie et ses collègues aux manettes de l'État.

Avec des réformes faussement maladroites perçues par les travailleurs comme des attaques contre leur pouvoir d'achat, il est clair que cela relève d'une confusion sociale organisée, servant à nous faire oublier les réformes sarkozystes et les accepter, ne plus les combattre. Il me semble être de ma responsabilité en ma qualité de secrétaire syndical, de faire le constat que nous ne sommes malheureusement pas loin d'une énorme explosion sociale.

Il faut mettre un terme à cette violence sociale du patronat, bras armé de la Finance, et ne pas laisser nos, vos représentants syndicaux, faire l'objet de répression qui ne vise qu'à abandonner la lutte syndicale pour la défense des droits des ouvriers !

**Pour le bureau syndical UNSA Territoriaux de la ville de Mitry Mory,
Aurélio PEDRAZA, Secrétaire Général.**